



# Assistance technique pour le développement d'un Plan National d'Intervention d'Urgence en cas de déversements accidentels pour la République de Guinée-Bissau

Bissau, Guinée-Bissau

## RAPPORT D'ATELIER

12-13 et 14-16 Septembre 2022

Version finale

Octobre 2022

Avec l'appui du :

Secrétariat d'État à l'environnement et  
au développement durable  
Institut de la Biodiversité et aires  
protégées



## NOTE

Le présent document a été élaboré dans le cadre de l'Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (GI WACAF) à titre de contribution à la mise en œuvre du plan d'action biennal prévu par cette Initiative, et du Partenariat Régional pour la Conservation de la zone côtière et Marine (PRCM). Les désignations utilisées et la présentation du contenu dans le présent document ne sont pas l'expression d'une quelconque opinion de l'OMI ou de l'IPIECA concernant le statut juridique de tout État, territoire, municipalité ou zone ni de leurs autorités, ni concernant le tracé de leurs frontières ou limites.

Ce document peut être téléchargé sur [www.giwacaf.net/fr](http://www.giwacaf.net/fr) à des fins bibliographiques, il convient de le citer comme suit :

OMI/IPIECA/ PRCM. 2022 septembre. Rapport de la mission « Développement d'un Plan National d'Intervention d'Urgence en cas de déversements accidentels pour la République de Guinée Bissau » – Rapport final.

## Préambule

Dans le cadre du développement et de la mise en œuvre de son système national de gestion des déversements accidentés, la **Guinée Bissau**, par l'intermédiaire de son point focal GI WACAF, et de M. D. Marico (PRCM : Partenariat Régional pour la Conservation de la zone côtière et Marine, <https://prcmarine.org/>), a demandé le soutien du GI WACAF pour l'aider à ratifier les conventions internationales pertinentes, à développer son plan national d'urgence en cas de déversements accidentés (PNIU), sa politique nationale d'emploi des produits dispersants et ses cartes de sensibilité et pour mettre en œuvre son système national de gestion de déversements.

Afin de mener à bien cette assistance technique, le projet GIWACAF a mandaté la société OTRA pour accompagner et participer au développement du Plan National D'Intervention d'Urgence de la république de Guinée Bissau.

Le présent document est le rapport de mission des deux jours de l'atelier national pour le développement d'un Plan National d'Intervention d'Urgence en cas de déversements accidentés ainsi que des trois jours de sessions techniques qui ont suivi avec le groupe de travail technique.

### Contact Guinée-Bissau

M. Octávio Cabral  
Point focal GIWACAF  
Tél: +245 955 288 676  
Courriel: [octaviocabral88@gmail.com](mailto:octaviocabral88@gmail.com)

### Contact PRCM

M. Demba MARICO  
Coordonnateur du Programme Résilience côtière  
et Changement climatique  
Tél: +221 77 612 96 93  
Courriel : [marico@prcmarine.org](mailto:marico@prcmarine.org)

### Contacts GI WACAF

Mme Anaïs Guillou  
IMO / Ipieca  
Chef de Projet GI WACAF  
Tél: +33 (0)6 30 34 88 92  
Courriel: [giwacaf-project@ipieca.org](mailto:giwacaf-project@ipieca.org)

M. Lindsay Page-Jones  
IMO / Ipieca  
Conseiller technique GI WACAF  
Tél: +33 (0)6 61 94 95 64  
Courriel: [giwacaf-project@ipieca.org](mailto:giwacaf-project@ipieca.org)

### Contact consultant

M. Jean-Yves Huet (OTRA)  
OTRA, Directeur  
Tél: +33(0) 6 16 86 46 50  
Courriel : [jyhuet@otra.onmicrosoft.com](mailto:jyhuet@otra.onmicrosoft.com)

## Executive summary

**Title of activity:** The workshop aimed to assist in the development of the national system for preparedness and response to oil spills in Guinea Bissau in collaboration with key government agencies involved in responding to oil pollution incidents.

**Hosted & organized by:** The Secretary of State for Environment and Biodiversity of the Republic of Guinea Bissau and the Institute of Biodiversity and protected areas (IBAP).

**Supported by:** The Regional Partnership for the Conservation of the Coastal and Marine Zone (PRCM), the International Maritime Organization (IMO) and Ipieca, the global oil and gas association for advancing environmental and social performance, within the framework of the GI WACAF Project.

**Type of event:** National workshop (2 days) + technical sessions (3 days)

**Venue and date of the mission:** 12th & 13th September 2022 for the national workshop and 14th to 16th September 2022 for the technical sessions.

**Number of participants:** More than 40 for the national workshop and a working group of around 10 persons for the technical sessions

### Objectives:

Guinea Bissau has requested the joint support from the PRCM and the GI WACAF Project to develop its National Spill Contingency Plan NSCP.

A project and technical cooperation were set-up between the Guinea Bissau, PRCM and GI WACAF in that respect with the objectives to assist the country to:

- ratify the relevant international and regional conventions and protocols.
- Develop and approve A National Spill Contingency Plan with its key annexes: emergency contacts, inventory of resources in country, sensitivity maps, dispersant use policy, waste management policy etc.
- A programme to implement the national spill response system in accordance with the provisions of the NSCP (designation, training, exercises, purchases, etc.).

All actions are supported by PRCM and GI WACAF, decisions, validations, implementation etc. are the responsibility of the National Authorities.

The objectives of the workshop were to 1) present and explain the development process and key content of the NSCP to the national key authorities and stakeholders and 2) initiate the development of the NSCP with the technical work group.

1	L'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe.....	6
2	Introduction.....	7
3	Objectifs de l'activité.....	8
4	Programme de l'atelier de lancement.....	8
5	Lieu, dates et participants.....	8
5.1	Atelier de lancement.....	8
5.2	Sessions de travail.....	9
6	Activités : Atelier de lancement.....	10
6.1	Cérémonie d'ouverture.....	10
6.2	Sessions.....	10
6.3	Cérémonie de clôture.....	14
7	Activités : Sessions techniques.....	15
7.1	Introduction.....	15
7.2	Jour 1 : Organisation du travail pour le projet.....	18
7.3	Jour 1 : Aspects législatifs et réglementaires.....	20
7.4	Jour 1 : Plan stratégique : Analyse des risques.....	22
7.5	Jour 1 : Cartographie de la vulnérabilité des côtes.....	25
7.6	Jour 2 : Plan stratégique : Lutte en mer.....	0
7.7	Jour 2 : Plan stratégique : Lutte à terre.....	4
7.8	Jour 2 : Plan opérationnel : Alerte, intervention immédiate, évaluation, notifications.....	4
7.9	Jour 3 : Plan opérationnel : Mobilisation de l'Assistance Extérieure.....	5
7.10	Jour 3 : Plan opérationnel : Organisation nationale pour la gestion d'incidents.....	5
7.11	Jour 3 : Plan d'Action et Planning.....	7
8	Annexes.....	8
8.1	Annexe 1 - Glossaire.....	8
8.2	Annexe 2 – Programme de l'atelier de lancement.....	9
8.3	Annexe 3 – Programme des sessions techniques.....	11
8.4	Annexe 3 - Feuilles de présence des réunions.....	14
8.5	Annexe 4 - Discours d'ouverture du chef de projet GI WACAF.....	21
8.6	Annexe 6 - Photos de l'atelier.....	24

# 1 L'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe

Lancée en 2006, l'Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (GI WACAF) est une coopération entre l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et l'Ipieca, association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier, pour renforcer la capacité des pays partenaires à se préparer et à lutter en matière de pollution par les hydrocarbures.

L'objectif du Projet GI WACAF est de développer et consolider les systèmes nationaux de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures de 22 pays d'Afrique occidentale, centrale et australe. Le Projet s'inscrit ainsi dans l'esprit des dispositions énoncées par la Convention Internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC 90).

Pour remplir sa mission, le Projet GI WACAF met au point et organise des ateliers, séminaires et exercices dont l'objectif est de communiquer sur les bonnes pratiques existantes dans tous les aspects de la préparation et de la lutte, en s'appuyant sur l'expertise et l'expérience provenant des gouvernements, de l'industrie et d'autres organisations exerçant dans ce secteur spécialisé. Pour préparer et mettre en œuvre ces activités, le Projet s'appuie sur un réseau dédié de points focaux issus des autorités nationales compétentes et des bureaux locaux de l'industrie pétrolière. La promotion de la coopération entre les différentes agences gouvernementales concernées, l'industrie pétrolière et l'ensemble des parties prenantes à l'échelle nationale, régionale et internationale est une composante clé du Projet lors de ces activités.

Le Projet GI WACAF est soutenu et financé par l'OMI et 6 compagnies pétrolières membres de l'Ipieca, à savoir BP, Chevron, ExxonMobil, ENI, Shell, TotalEnergies.



Plus d'information disponible sur [www.giwacaf.net](http://www.giwacaf.net)

## 2 Introduction

L'atelier national pour le développement d'un dispositif national d'intervention d'urgence en cas de déversements accidentés, objet de ce présent rapport, fait suite aux trois ateliers organisés en 2012, 2014 et 2018 qui avaient pour objectif de former les autorités de la République de Guinée Bissau à la planification d'urgence. L'atelier de 2018 avait aussi permis de produire des recommandations précises pour l'organisation et la gestion de la lutte.

La Guinée-Bissau bénéficie d'un financement émanant du PRCM, avec MAVA, Fondation pour la Nature (<https://mava-foundation.org/fr>), pour le développement d'un plan national d'intervention d'urgence en cas de déversements accidentés.

La **Guinée Bissau**, par l'intermédiaire de son point focal GI WACAF, et de M. M. Demba (PRCM), a demandé le soutien du GI WACAF pour l'aider à ratifier les conventions internationales pertinentes, à développer son plan national d'urgence en cas de déversements accidentés (PNIU), sa politique nationale d'emploi des produits dispersants et ses cartes de sensibilité et pour mettre en œuvre son système national de gestion de déversements (conformément aux dispositions du PNIU).

Les **objectifs généraux de ce projet** sont (dans la perspective du GI WACAF) :

- D'encourager la Guinée-Bissau à ratifier les conventions de l'OMI pertinentes pour la préparation à et la lutte contre les pollutions accidentelles en mer et les nouveaux protocoles à la convention d'Abidjan, en particulier sur l'industrie pétrolière.
- De fournir un soutien à la Guinée-Bissau pour développer un document de plan national d'intervention d'urgence (en cas de déversements d'hydrocarbures ou autres substances), une politique nationale d'emploi des produits dispersants et des cartes de sensibilité des milieux et activités.
- D'assister la Guinée-Bissau à mettre en place un système national d'intervention d'urgence en cas de pollution accidentelle conformément aux dispositions du plan national.

Dans le cadre de ce projet, l'action du GI WACAF se base sur un travail collaboratif à travers :

- Des réunions de travail et ateliers avec les acteurs et les autorités du pays qui permettent de travailler sur les systèmes de gestion de l'urgence et documents du plan.
- Un soutien technique (via des revues et téléconférences), au cours du projet en amont et suite aux ateliers, pour le développement des documents et la mise en œuvre des dispositions, soit directement ou via des spécialistes.

Ce travail de développement réclame, de la part de la Guinée Bissau, l'implication de toutes les parties prenantes notamment à travers deux entités spécifiques mises en place cette année par décret :

- Le **comité de pilotage** national, en charge de coordonner le développement du plan et sa mise en œuvre.



- Le **groupe technique** pour la rédaction du PNIU (consultants nationaux, consultant international et représentants des entités clés du pays) en charge de réaliser les documents (avec un soutien extérieur au besoin)

### 3 Objectifs de l'activité

L'atelier de lancement s'est déroulé du 12 au 13 septembre 2022 avec les objectifs suivants :

- Rappeler les principales composantes d'un système national d'intervention en cas de déversement, et les étapes de sa mise en œuvre.
- Rappeler le cadre juridique et institutionnel actuel de la Guinée-Bissau pour la préparation et la réponse aux déversements, ainsi que les risques actuels et futurs de déversement, et les activités passées du GI WACAF.
- Présenter le projet de développement des capacités de lutte contre les déversements pour la Guinée Bissau.
- Lancer l'élaboration du plan national d'urgence en cas de déversement.

L'atelier de lancement a été suivi de 3 jours de sessions techniques avec le groupe de travail technique et les objectifs suivants :

- Mise en place de la coordination de la coopération technique pour le développement du plan national.
- Accord sur la structure du Plan National et les contenus clé.
- Examen des propositions de contenu pour le plan national (fournies par le GI WACAF) : Plan stratégique, plan opérationnel, supports techniques.
- Identification des parties à développer en priorité.
- Plan d'action et méthode de travail entre le groupe de travail technique, le consultant international, GI WACAF, PRCM et les autorités.

### 4 Programme de l'atelier de lancement

Voir le programme initial en [annexe 8.2](#) et [annexe 8.3](#).

### 5 Lieu, dates et participants

#### 5.1 Atelier de lancement

L'atelier de lancement s'est tenu à l'« Instituto da Biodiversidade e das Areas Protegidas » (IBAP), 12-13 septembre, et a rassemblé environ 44 participants.

Les participants provenaient de différents ministères, agences gouvernementales et ONG impliqués dans la préparation et la lutte contre les pollutions marines suivants, notamment :

- Secretaria de Estado do Ambiente e Biodiversidade da Guiné-Bissau
- Ministério Das Obras Publicas, Habitação e Urbanismo (MOPHU)



- Ministério da Agricultura e Desenvolvimento Rural (MADR)
- Direcção Geral de Florestas e Fauna (DGFF)
- Direcção Geral da Pesca Artesanal (DGPA)
- Agencia da Aviação Civil da Guiné-Bissau (AAC-GB)
- Instituto Marítimo Portuário (IMP)
- Administração dos Portos da Guiné-Bissau (APGB)
- Marinha
- Centro de Investigação Pesqueira Aplicada (CIPA);
- Commission de fiscalisation des activités de pêche (FISCAP)
- Instituto Nacional de Meteorologia da Guiné-Bissau (INMGB)
- Cruz Vermelha da Guiné Bissau (CVGB)
- Associação Nacional de Pesca Industrial (ANAPI)
- Petroguin
- Palmeirinha
- Bio Guinea

Les intervenants invités à animer cette activité étaient :

- Madame Aissa Regalla BARROS, Consultante nationale ;
- Monsieur José Eliseu BENANTE, Consultant national ;
- Monsieur Octávio CABRAL, Point focal GI WACAF;
- Madame Anaïs GUILLOU, Chef de Projet GI WACAF ;
- Monsieur Jean-Yves HUET, Consultant porté par le PRCM.
- Monsieur Meio Dia Sepa Maria IÉ CO, Consultant national ;
- Monsieur Demba MARICO, Représentant du PRCM ;
- Monsieur Lindsay PAGE-JONES, Conseiller technique GI WACAF ;
- Monsieur Domingos PEREIRA, Consultant national.

## 5.2 Sessions de travail

Le groupe de travail, pour les sessions de travail, était composé de notamment :

- Madame Aissa Regalla BARROS, Consultante nationale ;
- Monsieur José Eliseu BENANTE, Consultant national ;
- Monsieur Octávio CABRAL, Point focal GI WACAF ;
- Monsieur Jean-Yves HUET, Consultant pour le PRCM et le GI WACAF ;
- Monsieur Joao Sousa CORDEIRO, IBAP ;
- Monsieur Meio Dia Sepa Maria IÉ CO, Consultant national;
- Monsieur Domingos PEREIRA, Consultant national ;
- Monsieur Abilio Rachid SAID, IBAP;
- Monsieur Rui Antonia da SILVA, IMP.

## **6 Activités : Atelier de lancement**

### **6.1 Cérémonie d'ouverture**

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée le lundi 12 septembre 2022 à 9h30 avec :

- Discours d'ouverture de Madame Anaïs GUILLOU, cheffe du projet GI-WACAF (disponible en Annexe 4) ;
- Discours d'ouverture de Monsieur Demba MARICO, représentant du PRCM
- Mot de bienvenue de Monsieur Jean-Louis SANKA, Chef de Programme du bureau de l'UICN (Union internationale pour la Conservation de la Nature) ;
- Discours d'ouverture de Monsieur Justino BIAI, directeur général de l'IBAP et représentant du ministère de l'Environnement et de la Biodiversité.

La cheffe de projet GI WACAF a rappelé que le présent atelier, le quatrième atelier entrepris avec les autorités de Guinée Bissau et le GI WACAF, a pour objectif d'initier le développement d'un système national de préparation à la lutte contre la pollution. La mise en place d'un tel système d'intervention passe notamment par la définition d'un cadre légal et institutionnel adapté mais aussi par l'élaboration d'un plan national d'intervention d'urgence, et le développement des capacités et des compétences dans le pays.

Madame Guillou a souligné que la contribution et la complémentarité de chacun des acteurs concernés en personnel ressources, moyens logistiques et financiers (publiques et privés) sont indispensables pour un système national d'intervention robuste qui permet une réponse adéquate, efficace et coordonnée en cas de déversement accidentel.

### **6.2 Sessions**

Les présentations ont été faites en français ou portugais selon l'intervenant. Un service d'interprétation français-portugais a été assuré pendant l'atelier de lancement par Madame Alexandra Sofia PIMENTEL.

#### **JOUR 1 Lundi 12 septembre 2022**

##### **Introduction de l'atelier**

Vidéo de l'ITOPF « Introduction aux déversements d'hydrocarbures ». La version en anglais a été projetée, sous-titrée en portugais pour une meilleure compréhension des participants. Elle a présenté les éléments principaux à prendre en compte en temps de préparation et d'intervention contre les déversements d'hydrocarbures et des exemples concrets.

##### **Session 1 : Présentation du projet GI WACAF**

Madame Anaïs GUILLOU, Cheffe de projet du GI WACAF

Présentation du projet GI WACAF : histoire, objectifs, mode de fonctionnement et principales activités en 2022.

### Session 3 : Présentation du PRCM et activités en Guinée-Bissau

*Monsieur Demba MARICO,*

Présentation du Partenariat Régional pour la Conservation de la zone côtière et Marine (PRCM), une coalition d'acteurs travaillant sur les problématiques du littoral ouest africain. L'initiative COBIA est une des principales initiatives du PRCM et vise à améliorer la gestion des risques environnementaux liés à l'industrie pétrolière et gazière offshore en Afrique de l'Ouest, principalement dans quatre pays : Guinée-Bissau, Mauritanie, Sénégal et Sierra-Léone

### Session 4 : Présentation des sensibilités et risques de déversements en Guinée-Bissau

*Monsieur José Eliseu BENANTE, consultant national*

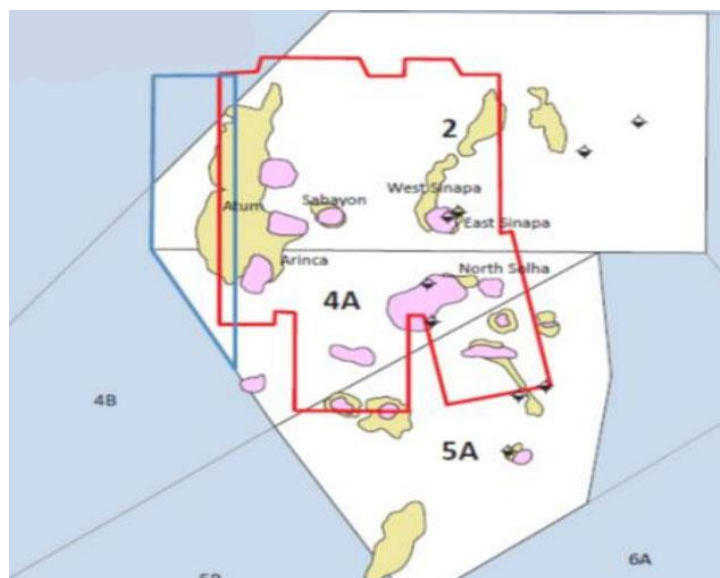
Rappel des caractéristiques de la Guinée Bissau en termes de géographie, hydrologie et biodiversité. Sur le plan administratif, la Guinée Bissau est divisée en 8 régions et un secteur autonome (Bissau, la capitale) et les régions sont elle-même divisées en districts (36 au total). Il a ensuite présenté les activités dans la zone côtière et marine et ainsi que les sources de déversements possibles.

### Session 5 : Présentation des sensibilités et risques de déversements en Guinée-Bissau

*Madame Aissa Regalla BARROS, consultante nationale*

Rappel de l'historique des projets d'exploration et production pétrolière en Guinée Bissau en particulier en mer. Elle a présenté les perspectives d'exploration avec notamment Atum dans le bloc 2 : forage d'un premier puits en 2023.

*Note : Divers projets de forage existent pour les blocs 2, 4A et 5A (par ex. Atum et Anchova). Elles présentent une géologie similaire aux découvertes de pétrole au large du Sénégal en 2014.*

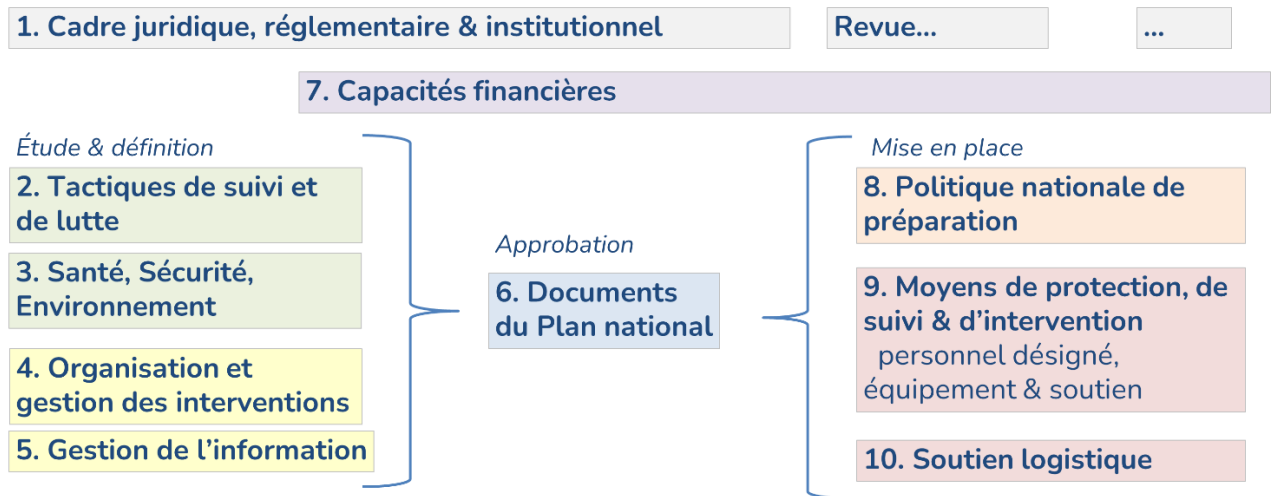


*Carte des perspectives*

## Session 6 : Système national d'intervention en cas de déversement accidentel

*Monsieur Lindsay PAGE-JONES, conseiller technique du GI WACAF*

Rappel des différents éléments qui constitue un système national d'intervention en cas de déversements accidentels et ce qu'ils impliquent.



Un système de lutte national devrait :

- Être cohérent par rapport aux risques et sensibilités sur le territoire
- Intégrer une coopération des forces d'intervention, institutions, secteurs privés etc.
- Définir un commandement unique sur site.
- Préciser les mécanismes de coordination et soutien au niveau national.
- Faire un état des lieux des capacités opérationnelles de protection, de suivi et d'intervention.
- Lister les moyens et compétences identifiées, désignées et disponibles.

## Session 6 : Présentation du cadre juridique et réglementaire

*Monsieur Domingos PEREIRA, consultant national*

Rappel du cadre existant (international, régional, sous-régional et national) pour la prévention, la préparation, et la réponse aux risques et aux catastrophes. Au niveau institutionnel, M. PEREIRA a rappelé l'existence d'un mécanisme de coordination appelé Plate-forme nationale pour la réduction des risques de catastrophes (PNRRC, décret-loi n°16/2017) qui vise à répondre aux situations de risque et de catastrophe en général, ce qui inclue les situations d'urgence causées par les déversements d'hydrocarbures significatifs.

## Session 7 : Présentation du cadre institutionnel actuel pour la préparation et la lutte

*Monsieur Meio Dia Sepa Maria lé CO, consultant national*

Présentation de la mission, de l'organisation, du mode de fonctionnement et de l'organisation de la plate-forme nationale pour la réduction des risques de catastrophes. Parmi les six groupes de travail, un groupe est dédié à la préparation et la gestion des urgences. Ce groupe intègre notamment le service national de protection civile qui coordonne les opérations de

protection et sécurité civile sur l'ensemble du territoire national. Enfin monsieur IE Co a rappelé la structure organisationnelle proposée à l'issue de l'atelier GI WACAF de 2018.

### **Session 8 : Retours sur les activités GI WACAF en Guinée-Bissau**

*Monsieur Jean-Yves HUET, consultant international*

Rappel des activités organisées en Guinée Bissau avec le GI WACAF depuis 2012 et des actions identifiées au cours de ces ateliers pour développer un PNIU (certaines actions ont été réalisées). Pour d'autres, la Guinée-Bissau a identifié le besoin d'une assistance technique pour leur réalisation. Le présent atelier et les séances de travail ont pour objectifs de mettre en place cette coopération technique (autorités, 4 consultants nationaux et un consultant international).

### **Session 9 : Présentation du projet global de mise en place d'un système national d'intervention en cas de déversements accidentels en Guinée-Bissau.**

*Monsieur Jean-Yves HUET, consultant international*

Rappel des étapes pour développer le document du PNIU et pour mettre en œuvre un système national d'Intervention selon ses dispositions.

## **JOUR 2 Mardi 13 septembre 2022**

**Introduction.** Présentation du programme et des objectifs de la journée par Mme A. Guillou.

### **Session 1 : Sources possibles de déversements d'hydrocarbures et niveaux d'incidents.**

*Monsieur Jean-Yves HUET, consultant international*

Rappel des sources possibles de déversements d'hydrocarbures : transport maritime, exploration et production, stockage, raffinage et distribution, transport à terre, etc. Présentation des principaux niveaux possibles d'incidents et de mobilisation correspondante à prendre en compte dans un plan national (mineur, local, district/ province, national, international).

### **Session 2 : Présentation du volet stratégique du plan national et de son périmètre.**

*Monsieur Jean-Yves HUET, consultant international*

Présentation des propositions de structure de document stratégique et de contenus (fournis par le GI WACAF et à adapter pour le PNIU de la Guinée-Bissau). Discussion sur les possibles périmètres : géographique du PNIU (ZEE, eaux territoriales, eaux intérieures, littoraux et arrière littoraux) et périmètre technique (déversements accidentels de produits hydrocarbures et autres substances nocives et potentiellement dangereuses).

### **Session 3 : Lutte en mer en cas de déversements d'hydrocarbures.**

*Monsieur Jean-Yves HUET, consultant international*

Rappel sur le comportement des hydrocarbures déversés en mer. Présentation des principales techniques de lutte en mer en cas de déversements accidentels d'hydrocarbures : suivre et évaluer, dispersion chimique, confinement et récupération, brûlage sur site.

#### **Session 4 : Lutte à terre et gestion des déchets en cas de déversements d'hydrocarbures.**

*Monsieur Jean-Yves HUET, consultant international*

Rappel sur les enjeux de la lutte à terre (opération, logistique, environnement) et les principes pour la gestion des déchets avec hydrocarbures issus de ces opérations.

#### **Session 5 : Présentation du volet opérationnel du plan national.**

*Monsieur Jean-Yves HUET, consultant international*

Présentation des propositions de structure de document opérationnel et de contenus (fournis par le GI WACAF et à adapter pour le PNIU de la Guinée-Bissau). Présentation et discussion sur l'organisation nationale possible à mobiliser en cas de déversements significatifs pour gérer les opérations (d'après les précédents ateliers GI WACAF). Discussion sur le processus d'alerte, d'évaluation et de mobilisation à mettre en place pour couvrir tous les types d'incidents.

#### **Session 6 : Mécanismes d'assistance.**

*Monsieur Jean-Yves HUET, consultant international*

Rappel des grands principes de demande, d'acceptation et de mobilisation de l'assistance entre pays et internationale. Rappel de l'importance de mettre en place des mécanismes d'urgence pour permettre une demande et mobilisation rapide (dédouanement, immigration, prise en charge logistique dans le pays etc.).

### **6.3 Cérémonie de clôture**

L'atelier de lancement a été clôté avec des mots et remerciements de :

- Madame Anaïs GUILLOU, Chef du projet GI WACAF ;
- Monsieur Demba MARICO, Représentant du PRCM
- Monsieur Justino BIAI, Directeur général de l'IBAP et représentant du ministère de l'Environnement et de la Biodiversité

## 7 Activités : Sessions techniques

### 7.1 Introduction

Des séances de travail se sont déroulées du 14 au 16 septembre 2022. Le programme des séances de travail avait été établi pendant la préparation de la mission à Bissau et finalisé pendant les 2 jours d'atelier les précédant (les 12 et 13 septembre 2022).

Le programme figure en [annexe 8.3](#)

#### 7.1.1 Objectif des séances de travail

L'objectif de ces séances de travail étaient :

- De se mettre d'accord sur l'organisation du travail pour le projet ;
- De discuter de la manière d'examiner les aspects législatifs et réglementaires pouvant influencer sur le PNIU-GB
- De passer en revue et de clarifier le contenu attendu des différents documents devant constituer le PNIU-GB / Plan Stratégique et Plan Opérationnel
- De se mettre d'accord sur la manière de travailler à distance (travail de rédaction des consultants nationaux et assistance du consultant international).



## 7.1.2 Participants aux séances de travail

La liste des participants aux séances de travail a été finalisée pendant l'atelier.

**Projet GI WACAF** : accompagnement de la Guinée Bissau pour le développement du PNIU-GB et assistance prévue pour sa mise en œuvre

**Membres du Comité technique** : Coordination des travaux de rédaction du PNIU-GB et liaison avec le Comité Interministériel

**Consultant International** : Assistance technique pour la rédaction du PNIU-GB.

**Consultants nationaux** : les expertises apportées au projet, leurs organismes d'origine, et leurs rôles spécifiques dans le développement du PNIU sont résumées dans le **Error! Reference source not found.**

**Tableau 1: Liste des participants nationaux prévue pour les séances de travail**

	Mercredi 14 septembre		Jeudi 15 septembre		Vendredi 16 septembre	
	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi
<b>Projet GIWACAF</b>						
Anaïs GUILLOU	X	X	X			
Lindsay PAGE-JONES	X	X	X			
<b>Comité technique</b>						
Octavio Cabral	X	X	X	X	X	X
Joao Cordeiro	X	X	X	X	X	X
Abilio Rachid Said	X	X	X	X	X	X
<b>Consultant International</b>						
Jean-Yves HUET	X	X	X	X	X	X
<b>Consultants nationaux</b>						
Aissa Regalla BARROS	X	X	X	X	X	X
D.J.G Pereira - Juriste	X			X	X	X
José Eliseu Benante - SIG	X	X	X			X
Meio Dia Sepa Maria ié Có - Op	X		X	X	X	X
<b>Autres institutions</b>						
Instituto Marítimo Portuário (IMP)	X	X	X	X	X	X

**Tableau 2: Rôles des consultants nationaux**

Consultant	Expertise	Organisme	Rôle spécifique
Aissa REGALLA DE BARROS	Environnement Gestion de projet	<b>Institut de la Biodiversité et des Aires Protégées - IBAP</b> Coordinatrice du Département Suivi et Conservation de la Biodiversité  Note : Participation à tous les ateliers GIWACAF tenus en Guinée Bissau depuis 2012.	<b>COORDINATION DES CONSULTANTS NATIONAUX</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Coordination avec consultant international et participation au comité technique</li> <li>• Coordination de la rédaction du PNIU-GB plan, en particulier pour assurer une bonne prise en compte des enjeux environnementaux et socio-économiques</li> </ul>
Domingos Jorge Gomes PEREIRA	Juriste	<b>Consultant juridique et législatif</b> Enseignant Universitaire Directeur général de la présidence du conseil des ministres	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aider à la ratification des conventions internationales et à leur incorporation dans le dispositif législatif et réglementaire de la Guinée Bissau.</li> <li>• Identifier les dispositions juridiques qui pourraient influencer les choix à effectuer pour le développement du PNIU-GB (choix techniques, institutionnels et organisationnels)</li> </ul>
José Eliseu BENANTE	Environnement / Systèmes d'Informations Géographiques (SIG)	<b>Institut de la Biodiversité et des Aires Protégées - IBAP</b> Coordinateur Département SIG IBAP, Bissau	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cartographie de zones sensibles en cas de déversements accidentels</li> <li>• Assistance à la définition de priorités de protection de sites sensibles</li> </ul>
Meio Dia IE CO	Opérations	<b>Institut de la Biodiversité et des Aires Protégées - IBAP</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chargé pour le projet des aspects Opérationnels</li> </ul>

Les institutions/organisations dont la présence était préconisée pour ces séances de travail incluait :

- L'« Instituto Marítimo Portuário » (IMP)
- La Protection civile / le ministère de l'Intérieur
- La société PETROGUIN
- La Défense : Force aérienne / Marine nationale / force terrestre
- Le point focal IMO (Rui Antonia da SILVA)
- Conv Abidjan Comite sc national GB/ Mario Biague
- Yanik Suarez

## 7.2 Jour 1 : Organisation du travail pour le projet

### 7.2.1 Présentation des participants aux séances de travail

Les participants aux séances de travail et leur rôle dans le développement du PNIU-GB ont été rappelés et les objectifs des trois journées de travail ont été rappelés, et discutés.

### 7.2.2 Documents de base pour le développement des documents du PNIU-GB

La méthode de travail pour le développement du PNIU-GB a été établie et le travail de rédaction du PNIU-GB se fera en prenant comme point de départ le document transmis par le projet GI WACAF qui consiste en une trame de documents établis récemment pour Sao Tomé e Principe :

#### Plan Stratégique

**Plan Opérationnel**, y compris les documents spécifiques concernant les conditions d'utilisation des dispersants en Guinée Bissau, et la gestion des déchets produits par les interventions en cas de déversements d'hydrocarbures ;

#### Notes :

- Ces documents couvrent l'ensemble des sujets qui devraient être traités et figurer dans le PNIU-GB,
- Ils ont été fournis dans l'objectif de guider les réflexions au niveau national et de faciliter la rédaction finale, adaptée à la République de Guinée Bissau.
- Ils ont été utilisés pour guider les discussions pendant les séances de travail.

### 7.2.3 Coordination générale du projet :

Afin de pouvoir mener à bien les travaux de rédaction du plan, les dispositions suivantes ont été convenues :

#### Plateforme de travail pour la rédaction du plan

A la demande du projet GI WACAF, OTRA a créé un environnement de travail, en utilisant MS-Teams comme plateforme. Ceci permet :

- Un partage de fichiers en ligne
- Des téléconférences (son, caméras), permettant le partage d'écran entre participants, etc.

Un ensemble de documents ont été chargés sur cette plateforme et les autorisations d'accès ont été mis en place.

Il a été décidé d'utiliser cette plateforme pour le partage de fichier, les téléconférences et la coordination à distance.

## Réunions de coordination

Après discussions il a été convenu de prévoir une réunion hebdomadaire avec la présence au minimum de :

- Projet GI WACAF
- Les membres du Comité Technique coordonnant les travaux de rédaction du PNIU-GB
- Le consultant international
- Les consultants nationaux

Note : le jour et l'heure ne sont pas fixes, et seront adaptés en fonction des disponibilités des participants.

## Processus de validation du Plan

Le processus d'approbation du plan implique la revue des documents rédigés et leur présentation aux membres du Comité Interministériel.

Ceci se fera au fur et à mesure de l'avancement de la préparation du PNIU-GB.

## Nom du Plan National

Il a été noté que différentes appellations ont été utilisées pour désigner le Plan National dans les documents échangés jusque-là. Les deux textes du cabinet du ministère de l'Environnement et de La Biodiversité, créant le Comité Interministériel et le Comité Technique font référence au PNIU-GB.

Par ailleurs le champ d'application du PNIU-GB a été discuté en ce qui concerne la nature des produits à prendre en compte en réponse à des déversements accidentels marins.

Il a été décidé, pour la rédaction du Plan

- D'utiliser l'acronyme de **PNIU-GB** pour désigner le Plan National d'Intervention d'Urgence de la Guinée Bissau
- Que le champ d'application du PNIU-GB englobe les déversements d'hydrocarbures et de Substances Nocives et Dangereuses. Cependant les travaux de développement du PNIU-GB sont, dans une première phase, **focalisés sur les déversements d'hydrocarbures**.

## 7.3 Jour 1 : Aspects législatifs et réglementaires

Le chapitre 2 du Plan Stratégique concerne les aspects juridiques liés au PNIU-GB. En particulier

- Les conventions Internationales de l'OMI pertinentes
- Les conventions au niveau régional et les protocoles pertinents
- Le Cadre juridique national

### 7.3.1 Conventions internationales

Un état de la ratification des conventions internationales de l'OMI et pertinentes pour le PNIU-GB a été présenté et discuté. Cet état est résumé dans le Tableau 3.

**Tableau 3 : Conventions OMI ratifiées par la Guinée Bissau**

Conventions	Ratifiées avant 2022	Dépôts d'Instruments	Entrée en application
IMO Convention 48	X		
SOLAS Convention 74	X		
SOLAS Protocol 78		12-mai-22	12-août-22
SOLAS Protocol 88		12-mai-22	12-août-22
SOLAS Agreement 96			
LOAD LINES Convention 66		12-mai-22	12-août-22
LOAD LINES Protocol 88		12-mai-22	12-août-22
TONNAGE Convention 69		12-mai-22	12-août-22
STCW Convention 78	X		
SAR Convention 79	X		
MARPOL 73/78 (Annex I/II)	X		
MARPOL 73/78 (Annex III)	X		
MARPOL 73/78 (Annex IV)	X		
MARPOL 73/78 (Annex V)		12-mai-22	12-août-22
CLC Protocol 92		12-mai-22	12-mai-23
FUND Protocol 92		12-mai-22	12-mai-23
BUNKERS 2001		12-mai-22	12-août-22
SUA Convention 88	X		
SUA Protocol 88	X		

Certaines conventions pertinentes n'ont pas encore été ratifiées

- OPRC Convention 90
- OPRC/HNS 2000
- LLMC Convention 76
- LLMC Protocol 96

La discussion a rappelé qu'il est crucial que les dispositions des conventions ratifiées soient **transposées dans la législation nationale** et donc d'entamer ce processus rapidement.

## Notes

Les textes des conventions ont été fournis par le projet GI WACAF en langue portugaise.

Des documents informatifs complémentaires ont été postés sur la plateforme de partage d'informations créée sous MS-Teams.

### 1.1.1 Cadre régional et déversement transfrontalier

La discussion a porté sur la nécessité de rappeler dans ce chapitre les dispositions de la convention d'Abidjan et de son protocole d'urgence, ainsi que les dispositions pertinentes du protocole « offshore » de 2018 (« *PROTOCOL TO THE ABIDJAN CONVENTION ON ENVIRONMENTAL NORMS AND STANDARDS FOR OFFSHORE OIL AND GAS EXPLORATION AND EXPLOITATION ACTIVITIES* »).

### 1.1.2 Cadre juridique national

L'analyse juridique nécessaire pour le développement du PNIU-GB concerne la législation et la réglementation nationale, qui peuvent influencer sur les choix techniques et/ou organisationnels.

Par exemple,

- Les lois et décrets concernant la gestion des déchets,
- Les décrets-lois du Conseil des ministres portant création d'une plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophes (décret-loi 16/2017) et approuvant la réglementation de la loi de bases de la protection civile et de l'activité de la protection civile,
- La loi de base de la protection civile (Loi n.º 9/2011).

Ce chapitre devrait conclure par un tableau de synthèse des dispositions législatives et réglementaires et de leurs conséquences relatives à la lutte contre les déversements accidentés d'hydrocarbures en mer.

#### Note :

Un exemple a été fourni en portugais au consultant national juridique consistant en un document développé pour l'Uruguay pour une étude similaire. Cet exemple peut servir de guide pour compléter la trame déjà fournie pour la rédaction.

## 7.4 Jour 1 : Plan stratégique : Analyse des risques

Il a été rappelé que le PNIU-GB doit être adapté en fonction des risques de déversements en mer spécifiques à la Guinée Bissau.

La discussion a porté sur le contenu de l'analyse des risques :

- Identifications des types d'activités posant un risque de déversement pouvant affecter le pays :
  - Les navires
  - Les activités dans les ports (installations manipulant des hydrocarbures et/ou des substances nocives et dangereuses)
  - Les activités prévues concernant les activités de l'industrie Oil and Gas
- Identification des types d'hydrocarbures pouvant être déversés
- Identification des types d'incidents pouvant résulter en un déversement, et les quantités estimées de produits pouvant être rejetées.

### 7.4.1 Navires passant au large des côtes de la Guinée Bissau

La carte de la Figure 1 donne une indication du trafic maritime au large des côtes de la Guinée Bissau.

Il y apparaît qu'un trafic important de navires passe au large du pays et travers la ZEE. Les navires consistent en particulier :

- De navires pétroliers transportant du **pétrole brut** depuis les zones de production vers les raffineries des pays importateurs
- De navires pétroliers transportant des hydrocarbures raffinés
- De porte containers vers les ports africains. Ces porte-containers peuvent avoir des quantités importantes de fuel de soute à bord. Alors que la propulsion utilise de plus en plus du gas oil (Marine Gas Oil), de nombreux porte-containers utilisent encore du Fuel Lourd (Bunker oil / Heavy ou Intermediate Fuel oil – HFO – IFO), qui sont des produits très persistants
- De navires vraquiers transportant des marchandises en vrac (céréales, minerais, denrées alimentaires, etc.). Ces navires utilisent généralement du Gas Oil (MGO) pour leur propulsion
- De navires chimiquiers transportant des produits chimiques de différents types.

L'examen des conditions météo océaniques permettra d'estimer les risques d'atteinte des côtes de la Guinée Bissau.



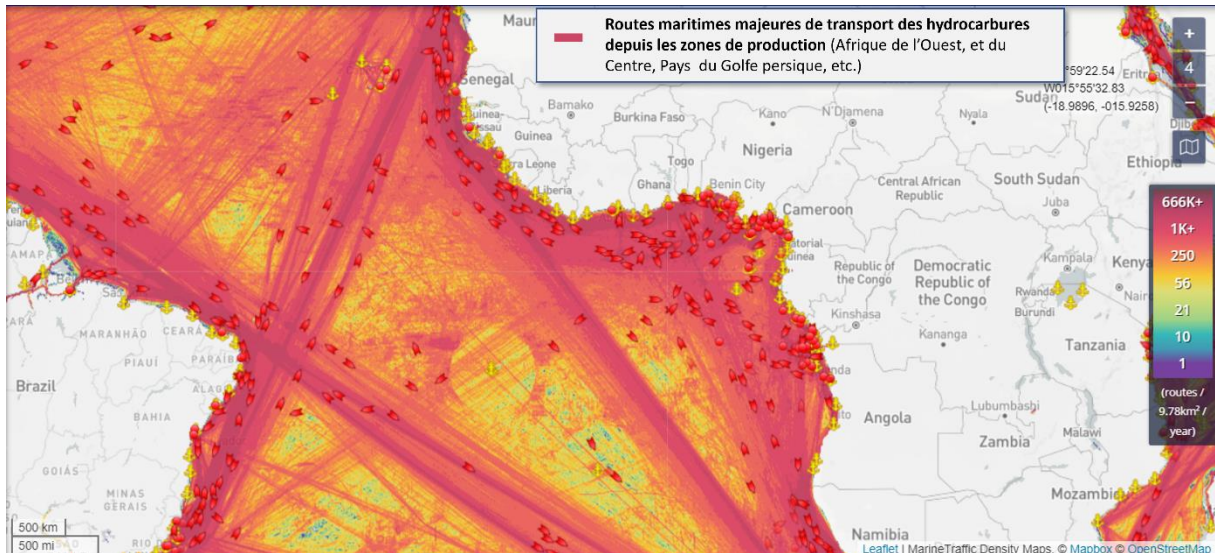


Figure 1 : Routes maritimes majeures de transport des hydrocarbures depuis les zones de production

#### 7.4.2 Chenaux d'accès au port de Bissau

La Figure 2 donne une indication chenaux d'accès au port de Bissau empruntés par les navires.

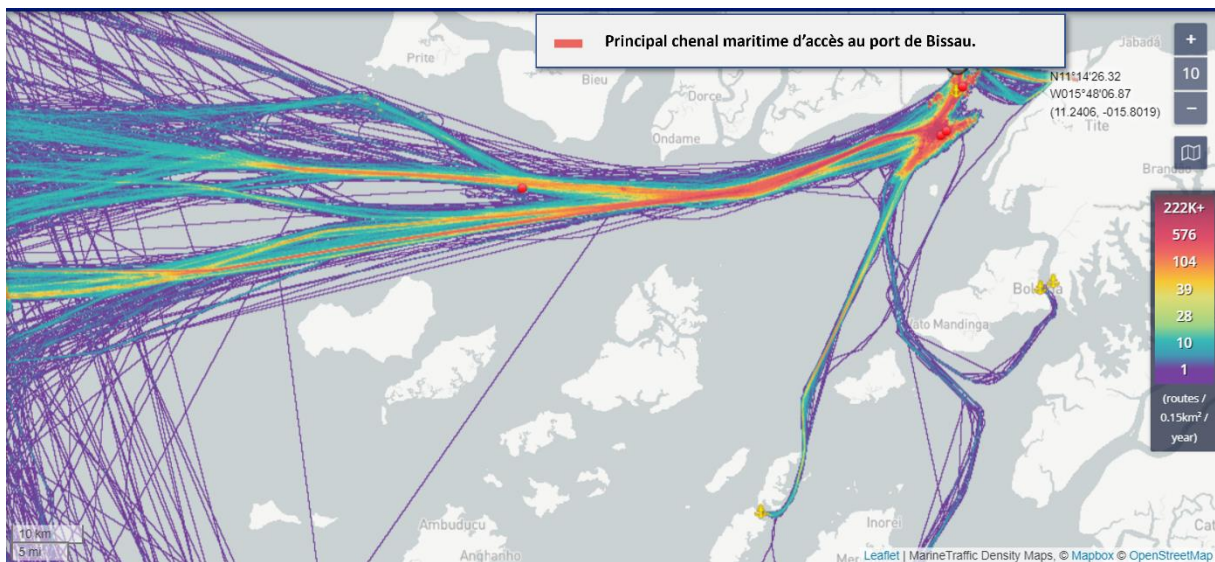


Figure 2: Chenaux d'accès des navires au port de Bissau

Les discussions ont porté sur le risque d'impact que pourrait avoir un incident dans ces chenaux sur les zones sensibles à proximité.

### 7.4.3 Port de Bissau

La Figure 3 et la Figure 4 ont été examinées pendant la séance de travail.

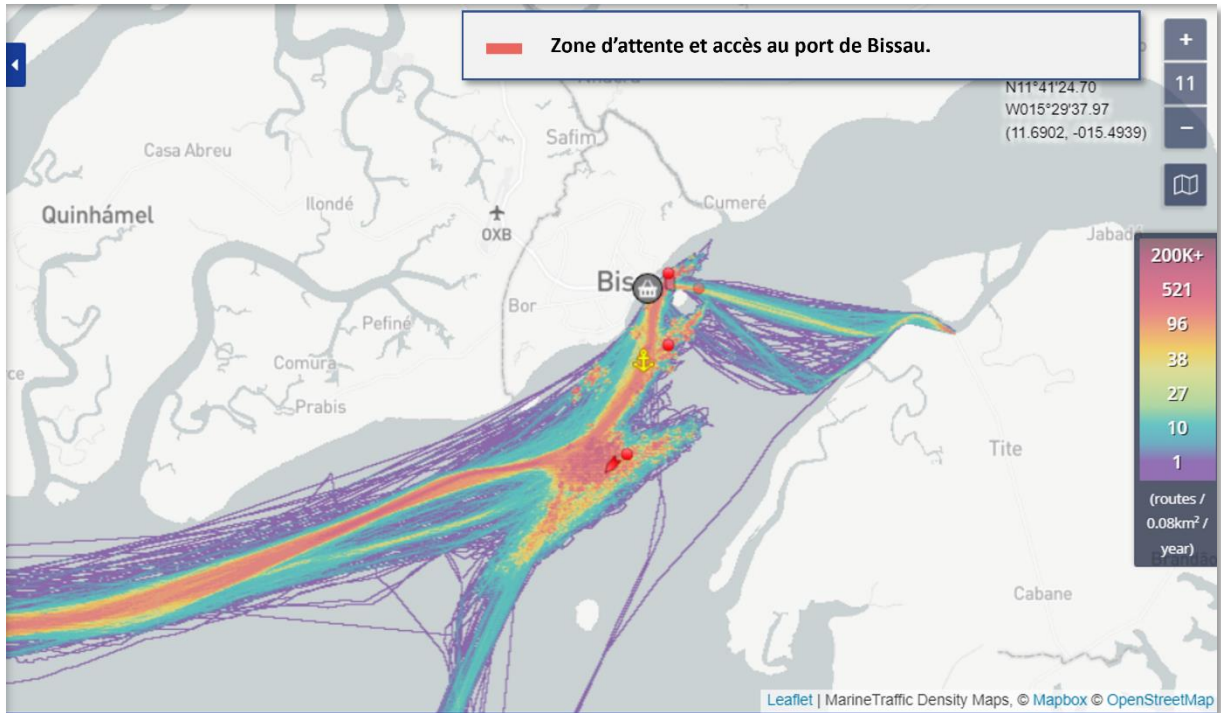


Figure 3: Zone d'attente des navires et accès au port de Bissau



Figure 4: Installations et activités au port de Bissau, pouvant donner lieu à des déversements d'hydrocarbures

Il a été demandé au représentant de l'IMP de rechercher les données sur les types et nombre de navires venant au port de Bissau et la nature des hydrocarbures transportés en cargaison et utilisés comme combustible de soute.

### **7.5 Jour 1 : Cartographie de la vulnérabilité des côtes**

Les discussions ont été menées sur la cartographie des zones sensibles, avec l'appui du GIWACAF et avec le consultant national en charge de la production des cartes, en utilisant un Système d'Information Géographique (SIG).

Lors de ces discussions, la méthodologie et les cartes attendues ont été expliquées. Elles consistent à développer des cartes stratégiques et des cartes opérationnelles et logistiques.

En appui des discussions, des exemples de légendes standard ont été remis au consultant national ainsi que de la documentation sur la méthodologie.

En conclusion des séances de travail, le consultant national a proposé une liste de cartes à produire. Cette liste, discutée en séance est présentée dans le Tableau 4.



**Tableau 4: Liste des cartes à produire pour le PNIU-GB**

<b>SEÇÃO: INTRODUÇÃO</b>		<b>SECTION : INTRODUCTION</b>
1	Mapa da ZEE, água interior, mar territorial e zona contigua	Carte de la ZEE, des eaux intérieures, de la mer territoriale et de la zone contiguë.
2	Mapa administrativo e principais toponímias das 8 regiões e setor autónomo	Carte administrative et topographie principale des 8 régions et du secteur autonome
3	Mapa marinha batimetria	Carte de bathymétrie de la mer
4	Mapa topográfico	Carte topographique
<b>SEÇÃO: ANÁLISE DAS FONTES DE RISCO &amp; CONSEQUÊNCIAS</b>		<b>SECTION : ANALYSE DES SOURCES DE RISQUE ET DES CONSÉQUENCES</b>
5	Mapa de Informação sobre tipos de litoral	Carte d'information sur les types de littoral
6	Mapa de Informação sobre recursos costeiros naturais sensíveis expostos	Carte d'information sur les ressources naturelles côtières sensibles exposées
7	Mapa de Informação sobre as atividades e uso marinho e costeiro sensíveis expostos	Carte d'information sur les activités et utilisations côtières et marines sensibles exposées
8	Mapa de tipos de costa, ambiente costeiro, atividades e uso, etc.	Carte des types de littoral, de l'environnement côtier, des activités et des usages, etc.
9	Mapa das informações operacionais e logísticas: portos, aeroportos, hospitais, centro de saúde, etc;	Carte des informations opérationnelles et logistiques : ports, aéroports, hôpitaux, centres de santé, etc. ;
10	Mapa de Informação sobre principais tipos de hidrocarbonetos empregados/présentes no país (onde? Tipo? Volume? Etc.)	Carte d'information sur les principaux types d'hydrocarbures utilisés/présentés dans le pays (où? Type? Volume? Etc.)
11	Mapa estratégico de sensibilidade	Carte stratégique de la sensibilité
12	Mapa tática de sensibilidade	Carte tactique de la sensibilité
13	Mapa operacional de sensibilidade	Carte opérationnelle de la sensibilité
14	Mapa de blocos petrolíferos	Carte des blocs pétroliers
15	Mapas de vento predominante	Carte des vents dominants
16	Mapa de tráfico marítimo	Carte du trafic maritime
17	Mapa da zona de dispersão	Carte des zones de dispersion

## 7.6 Jour 2 : Plan stratégique : Lutte en mer

### 7.6.1 Stratégie générale de lutte

En ce qui concerne la lutte en mer, les discussions ont porté sur la stratégie d'intervention et le chapitre concernant les techniques de lutte disponibles pour la mettre en œuvre a été présenté.

Lors des discussions, il est apparu que

- Les membres du comité de rédaction manquent de formation sur les techniques de lutte en mer (reconnaissance aérienne, utilisation de dispersants, confinement – récupération, brûlage des nappes)
- Certains des moyens permettant la mise en œuvre de telles techniques n'existent a priori pas en Guinée Bissau (accès à des moyens aériens, navires de haute mer, etc.). Il est nécessaire de
  - Faire un inventaire des moyens existants (ex. navires de la marine nationale, de l'autorité maritime, de la protection civile, etc.)
  - D'identifier le stock minimum de moyens qui devraient être présents dans le pays, et permettant l'intervention initiale, en attendant la mobilisation de moyens complémentaires
  - D'identifier les acteurs qui devraient se doter d'un minimum de moyens de lutte (installations dans le port de Bissau, le port de Bissau, les autres ports)

Note :

Compte tenu du manque de formation des membres du comité de rédaction, il a été convenu qu'ils étudient ce chapitre, et que le consultant international fournisse les informations et documents complémentaires nécessaires et participe activement à la rédaction de ce chapitre en fonction des besoins exprimés.

### 7.6.2 Politique national d'utilisation de produits dispersants.

Un point particulier concerne la possibilité d'utilisation de produits dispersants dans les eaux de Guinée Bissau.

Il apparait qu'il y a consensus à ouvrir la possibilité d'utilisation de dispersants, à condition que les précautions soient prises pour garantir que cette utilisation offre un Bénéfice Net pour l'Environnement.

#### Autorité nationale en charge de la politique d'utilisation de dispersants

Le plan doit s'accompagner de la désignation officielle de l'autorité chargée officiellement dans le pays de la préparation et de la mise en œuvre de la politique nationale d'utilisation de dispersants.

Il est apparu que le ministère de l'Environnement et de la Biodiversité serait l'autorité la mieux adaptée.

Cette autorité nationale peut ensuite se charger ou définir une entité chargée de la gestion de la politique nationale, par exemple pour le développement d'une procédure propre à la Guinée Bissau, la tenue à jour de la liste de dispersants approuvés, le programme de formation et d'exercices, la définition des matériels dédiés à l'épandage de dispersants, etc.

### Définir la zone géographique d'utilisation.

Dans ce cadre, il y a un consensus chez les participants que la définition de la zone géographique où les dispersants pourrait être utilisés devrait prendre en compte :

- Une profondeur d'eau minimum de 20 mètres
- A l'extérieur de la zone contiguë telle que définie en tant que région maritime de Guinée Bissau

A titre d'illustration,

- La carte des régions marines de la Guinée Bissau est présentée en Figure 5 et
- La carte montrant l'isobathe 20m. est présentée en Figure 6.
- La Figure 7 montre une carte marine ancienne (carte du SHOM – Carte 5957 – de 1953. Bien que la bathymétrie ait sûrement changé depuis 1953, elle montre la nécessité, pour la définition de la zone géographique où l'application de dispersants serait autorisée de bien indiquer les critères retenus.

Proposition définition de la zone géographique

La zone géographique où les dispersants sont autorisés est défini comme présentant à la fois :

- Être située à l'extérieur de la zone contiguë de la Guinée Bissau
- Être dans une zone de profondeur d'eau supérieure à 20 mètres

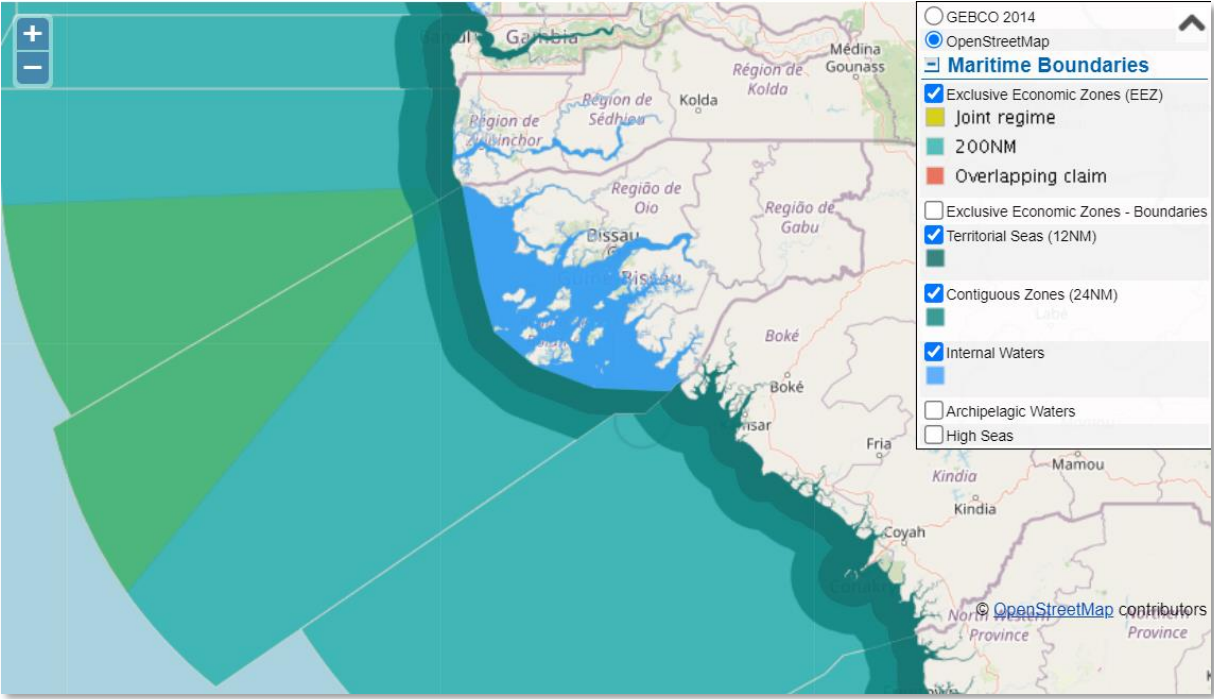


Figure 5 : Régions marines de Guinée Bissau



Figure 6: Isobathe 20m.



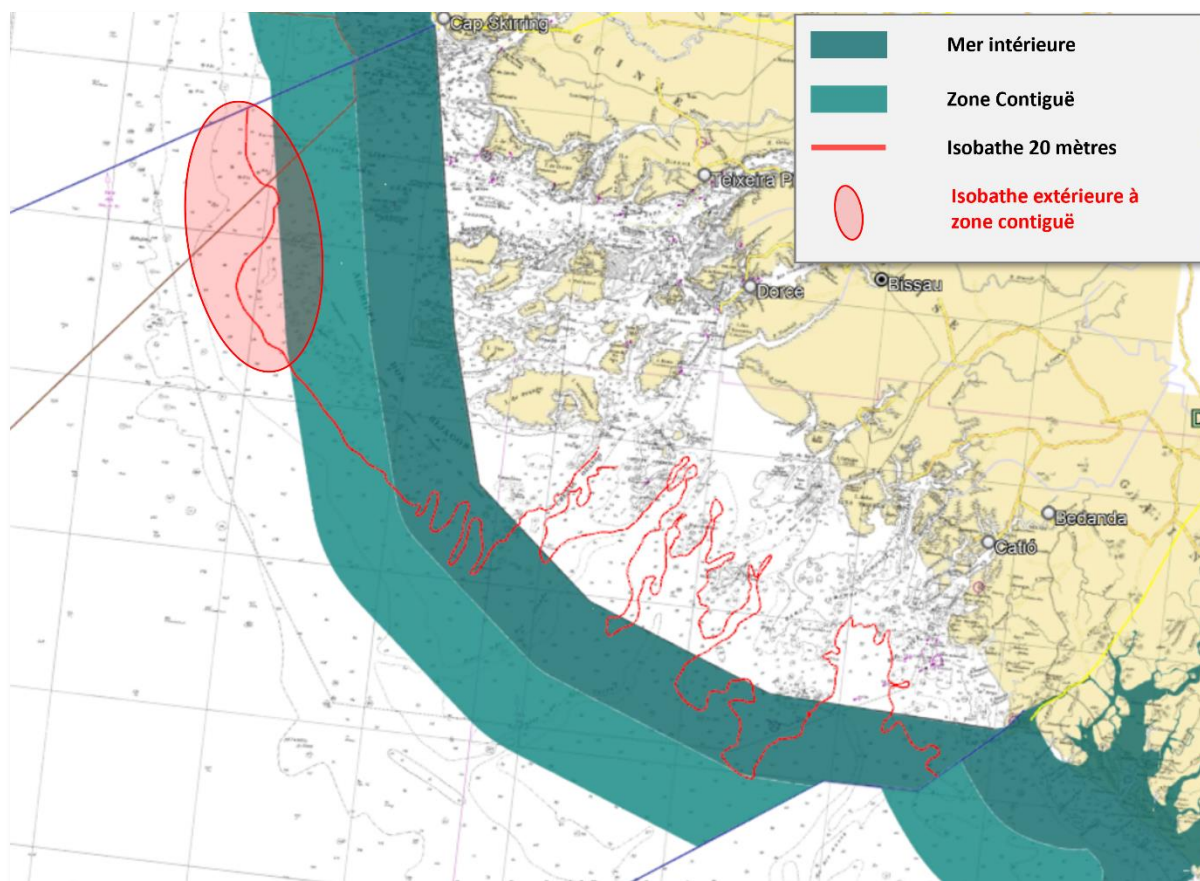


Figure 7 : Comparaison isobathe 20 m. / zone contiguë

### Approbation de produits dispersants

Il est nécessaire de s'assurer l'efficacité et la toxicité des produits à utiliser comme dispersants soient testés.

La mise en place d'une procédure d'approbation et des moyens pour tester de tels produits est généralement complexe et peut prendre plusieurs années.

Dans plusieurs pays d'Afrique, la position prise a consisté à autoriser des produits qui sont approuvés dans des pays qui ont une procédure en place. Par exemple, en Angola sont autorisés les dispersants s'ils figurent sur la liste des produits approuvés aux Etats-Unis, en France ou en Australie.

Afin de permettre au comité de rédaction de prendre position, des documents ont été depuis mis sur le site d'échange de fichiers mis en place. Ces documents incluent les listes de dispersants officiellement approuvés dans plusieurs pays, et les procédures officielles de tests de ces produits. Les pays incluent les USA, la France, l'Australie, le Royaume Uni, etc.

## Préapprobation

Il arrive parfois que la politique d'utilisation de dispersants se révèle restrictive et ferme la porte à l'utilisation de dispersants dans des cas particuliers, où cette utilisation s'avérerait la mieux adaptée.

La possibilité de solliciter une autorisation pour des conditions particulières, par exemple une opération d'exploration /production d'hydrocarbures peut permettre de résoudre cette difficulté.

Le plan opérationnel doit se positionner sur

- L'opportunité d'offrir cette possibilité
- Les conditions dans lesquelles cette autorisation peut être accordée (études à présenter à l'autorité nationale pour l'obtention d'une telle autorisation : étude spécifique en application du NEBA, etc.)

## 7.7 Jour 2 : Plan stratégique : Lutte à terre

Pour ce qui concerne la rédaction de ce chapitre, la même approche que pour la lutte en mer a été convenue.

Les points à éclaircir par les consultants nationaux concernent :

- L'organisation territoriale de la Guinée Bissau,
- Les responsabilités des différents niveaux
- L'implantation et les moyens des organisations du pays, telles que Protection Civile, IMP, défense nationale, etc.
- La cartographie évoquée au point 7.5 (carte logistique), faisant apparaître les infrastructures de transport (aérodrome, routes, accès au littoral), les centres opérationnels existants, etc.

Un point important pour tout déversement atteignant la terre est la gestion des déchets. La politique de gestion des déchets doit être éclaircie dans le Plan Opérationnel du PNIU-GB.

## 7.8 Jour 2 : Plan opérationnel : Alerte, intervention immédiate, évaluation, notifications

En cas de déversement accidentel d'hydrocarbures dans le milieu marin, il est important que le Plan Opérationnel mette en place les dispositions pour que l'autorité nationale en charge de la coordination de l'intervention soit informée de manière efficace le plus rapidement possible.

En conclusion des discussions, il convient

- D'inclure l'obligation d'informer de tout déversement dans el PNIU-GB
- Que le plan identifie clairement le point unique national à qui la notification doit être adressée
- Que ce point unique soit choisi parmi les infrastructures existantes

- Disposant de moyens de communications diverses (communications avec navires, communications terrestres etc.)
- Ayant une veille 24 heures sur 24, toute l'année, y compris les week-ends et jours fériés
- Qu'une procédure claire et simple soit écrite
- Que les personnels de permanence soient identifiés, équipés et formés

## 7.9 Jour 3 : Plan opérationnel : Mobilisation de l'Assistance Extérieure

Les discussions ont fait apparaître le manque de moyens spécialisés pour mettre en œuvre une intervention sur incidents de grande ampleur.

Comme indiqué aux points 7.6 et 7.7, il est nécessaire d'effectuer un inventaire des moyens existants et de définir les obligations de moyens pour certaines activités identifiées dans l'étude de risque.

Il est cependant apparent qu'il serait nécessaire en cas de déversement de grande ampleur de faire appel à une assistance extérieure. Le plan opérationnel devra s'assurer que l'organisation mise en place pour la lutte inclue

- La possibilité de déclencher l'assistance (autorité habilitée à engager la responsabilité du gouvernement en la matière, ministère en charge des relations étrangères, etc.)
- Les organisations au niveau du gouvernement permettant la mobilisation tant d'un point de vue administratif (douanes, immigration, etc.) que d'un point de vue technique (logistique d'accueil, de transport et de déploiement des moyens mobilisés)

## 7.10 Jour 3 : Plan opérationnel : Organisation nationale pour la gestion d'incidents

Lors de l'Atelier de 2018, la nécessité d'une organisation nationale pour la gestion de l'intervention d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures en mer a été analysé, et un principe d'organisation a été adopté.

Le schéma général de cette organisation est présenté sur la Figure 8.

Cette organisation présente

- Un niveau stratégique
- Un niveau de gestion opérationnelle de l'intervention
- Un niveau opérationnel

Le système de gestion des interventions aux incidents est basé sur le Système de Gestion des Incidents, qui est le standard recommandé internationalement et identifie les fonctions qui doivent être assurées pour une bonne gestion des interventions.

La Figure 9 présente ces fonctions et les entités appelées à assister à réaliser les tâches dévolues à ces fonctions.

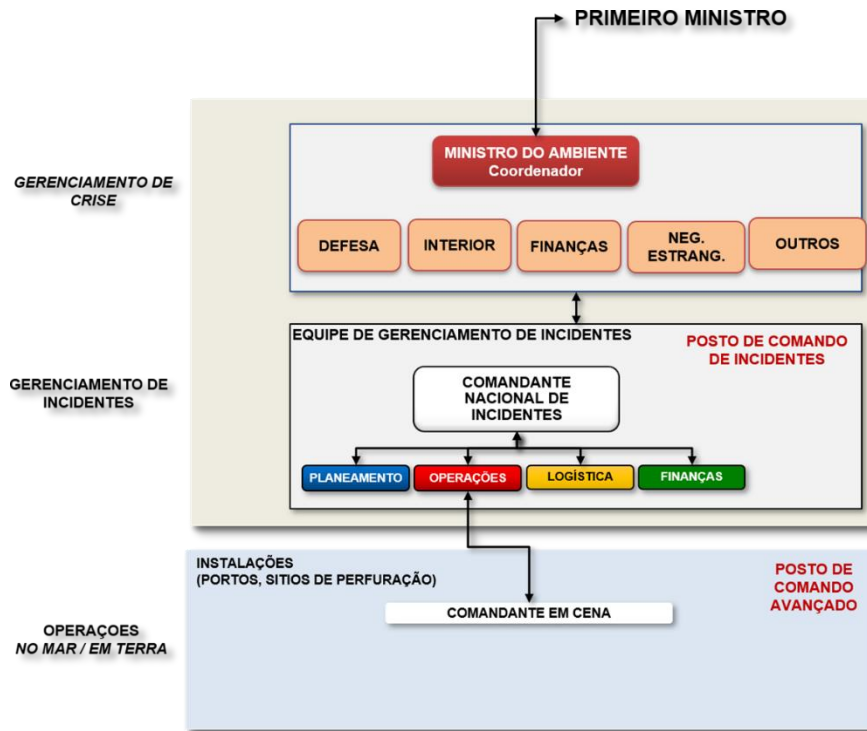


Figure 8: Schéma général de l'organisation nationale

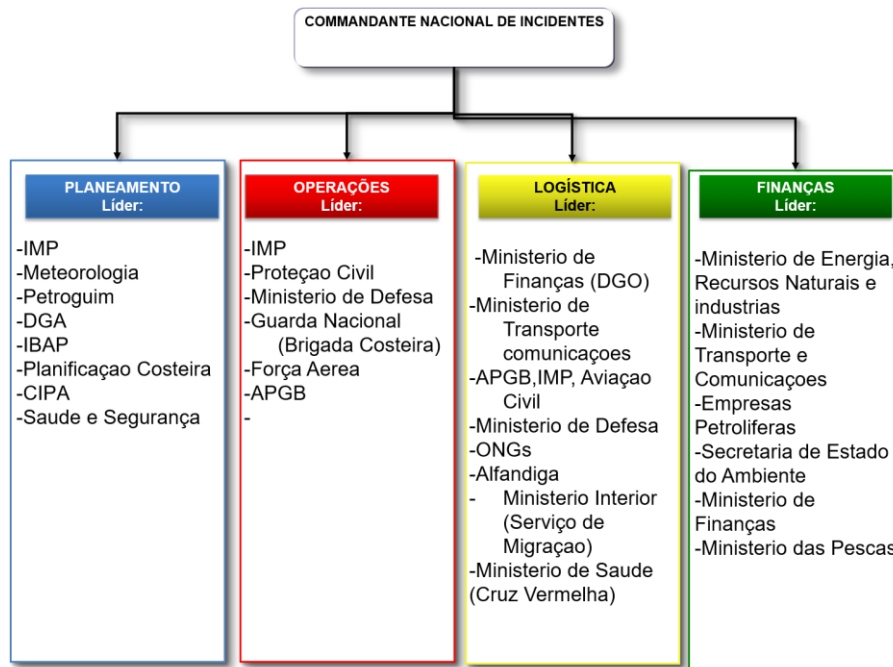


Figure 9: Identification des fonctions de gestion des incidents

Le plan opérationnel devra revoir et confirmer cette organisation.

Cependant, de nombreuses discussions ont eu lieu. En effet l'organisation de la Protection Civile en Guinée Bissau a été accompagnée d'une plateforme de mise en œuvre.

Cette dualité existe dans de nombreux pays, ainsi que dans l'industrie Oil & Gas :

- L'une (la plateforme Protection Civile) est chargée de la réponse à toute situation catastrophique
- L'autre (le PNIU-GB) constitue un plan sectoriel, et implique des expertises et des moyens spécifiques.

Il importe d'assurer une cohérence et une intégration du PNIU-GB et de la plateforme Protection Civile.

Ceci est d'autant plus pertinent en cas de pollution atteignant la côte, où les moyens et expertises doivent se compléter, en coordination avec les autorités locales du secteur affecté.

#### Note

L'organisation présentée plus haut ne tient pas compte de l'organisation des interventions au niveau local. Cette partie du Plan Opérationnel est à définir et finaliser.

### 7.11 Jour 3 : Plan d'Action et Planning

Pour conclure les séances de travail, la méthode de travail a été définie entre les participants :

#### Méthode de travail

Un accès a été donné à la plateforme de partage de fichiers créée sous MS-Teams. Cet accès a été testé en séance :

- Autorisation d'accès et possibilité de manipuler les fichiers postés sur la plateforme, de télécharger et charger ;
- Accès aux outils de vidéo conférence, y compris le partage d'écran

Il a été convenu de travailler à l'aide de cette plateforme.

#### Plan d'action

Il a été convenu de travailler en priorité sur les 4 premiers chapitres du Plan Stratégique.

#### Planning

Une revue du travail effectué par les consultants nationaux est prévue le vendredi 23 septembre 2022.

Il a été indiqué que le consultant international restait disponible à tout moment pour clarifier les points le nécessitant et assister à la rédaction quand nécessaire.

## 8 Annexes

### 8.1 Annexe 1 - Glossaire

GI WACAF	Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe
IBAP	Instituto da Biodiversidade e das Areas Protegidas
IMP	
IPIECA	Association mondiale de l'industrie pétrolière et gazière pour l'amélioration des performances environnementales et sociales
OMI	Organisation Maritime Internationale
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
PNIU	Plan National d'Intervention d'Urgence
PRCM	Partenariat Régional pour la Conservation de la zone côtière et Marine

## 8.2 Annexe 2 – Programme de l'atelier de lancement

L'objectif de cette première journée est de rappeler l'objectif général du projet : la mise en place d'un système national de lutte et le cadre national de ce projet et la situation actuelle.

Segunda-feira, 12 de Setembro	
08:30	<b>Arrivée et enregistrement des participants</b>
09:00	<b>Cérémonie d'ouverture :</b> - chef de projet GI WACAF – OMI-IPIECA - représentant du PRCM - représentant du Secrétaire d'État à l'Environnement
10 :00	<b>Pause-café et photo de groupe</b>
10 :30	<b>Vidéo de l'ITOPF :</b> Introduction aux déversements d'hydrocarbures
11 :00	<b>Introduction de l'atelier</b> (présenté par le GI WACAF & Octavio Cabral, point focal GI WACAF) - présentation des facilitateurs - présentation des participants - objectifs du projet et de l'atelier - programme et méthode de travail
11 :15	<b>Présentation du Projet GI WACAF</b> (présenté par le GI WACAF)
11 :30	<b>Présentation du PRCM et activités en Guinée-Bissau</b> (présenté par Marico Demba)
11 :45	<b>Présentation générale de la Guinée-Bissau, sensibilités et risques de déversement</b> (présenté par les consultants nationaux) - géographie, organisation administrative et territoriale, - principales sources de risques de déversements accidentels existantes (port, trafic maritime, autres) - zones, ressources et activités nationales particulièrement sensibles en cas de pollution
12 :05	<b>Présentation des projets d'exploration et production pétrolière en Guinée Bissau</b> (présenté par Joao Cordeiro)
12 :30	<b>Déjeuner</b>
13 :30	<b>Système national d'intervention en cas de déversement accidentel</b> (présenté par le GI WACAF) - composantes clés - étapes classiques de développement et de mise en œuvre/ renforcée
14 :00	<b>Cadre juridique et réglementaire – actuel – pour la prévention, la préparation et la lutte</b> (présenté par D.J.G Pereira, consultant national) - conventions internationales (OMI et Bamako) et régionales (Abidjan) ratifiées / en cours de ratification - effort de transposition dans le droit national
14 :30	<b>Cadre institutionnel – actuel – pour la préparation et la lutte</b> (présenté par les consultants nationaux) - autorités compétentes pour la préparation à la lutte - autorités compétentes pour la lutte (réception d'alerte, commandement des opérations en mer, commandement des opérations à terre, demande d'assistance internationale...) - autres systèmes de gestion d'incident en Guinée-Bissau (pompiers, protection civile, autre ?)
15 :00	<b>Pause-café</b>
15:30	<b>Retours sur les activités GI WACAF passées en Guinée Bissau</b> (présenté par J-Y. Huet, consultant international) - Ateliers et principales recommandations
16:00	<b>Projet global de mise en place d'un système national d'intervention en cas de déversements accidentels en Guinée Bissau</b> (présenté par J-Y. Huet, consultant international) - vue d'ensemble et étapes clés 2022-2023 (Plan national, conventions, désignation du personnel, formation, moyens...) - parties prenantes (autorités nationales, secteurs portuaire et privé, consultants, assistance PRCM, GI WACAF...) - méthodologie d'ensemble et assistance technique pour le Plan national
16:30	<b>Fin de journée</b>



L'objectif de cette 2ème journée est de présenter le développement des documents du plan.

Terça-feira 13 de Setembro	
09 :00	<b>Risques de déversements et type d'hydrocarbures</b> (présenté par J-Y. Huet, consultant international) - vue d'ensemble des risques de déversements - vidéo ITOPF : groupes d'hydrocarbures (start 7min 45s → 10min 15 s)
09 :30	<b>Projet de document de Plan national</b> (présenté par J-Y. Huet, consultant international) - propositions de structure et de contenu pour le Plan national de la Guinée Bissau - périmètre géographique et portée technique du Plan - niveau d'incident et d'activation (mineur, local, sous-national, national, régional/ international) Discussion
10 :00	<b>Document stratégique du Plan national</b> - Présentation des principales sections à développer et contenu proposé - premières sections : Introduction, réglementation, responsabilités clés pour la préparation et évaluation des risques Questions & Réponses. Identification des sources d'information
10:30	<b>Pause-café</b>
11 :00	<b>Vidéo du PRCM : déversements et risques pour les tortues</b>
11 :10	<b>Document stratégique du Plan national – Lutte en Mer</b> (présenté par J-Y. Huet avec consultants nationaux) - Lutte en mer : principales techniques et enjeux - point spécifique sur la politique d'utilisation de dispersants Question & réponses
12 :00	<b>Document stratégique du Plan national - Lutte à terre</b> (présenté par J-Y. Huet avec consultants nationaux) - exemple d'exercice à terre : Vidéo « Barre do Dande » - Lutte à terre : protection et nettoyage - Gestion des déchets Question & réponses
12:30	<b>Déjeuner</b>
13 :30	<b>Document opérationnel du Plan national</b> (présenté par J-Y. Huet et consultants nationaux) - présentation des principales sections à développer et contenu proposé - Responsabilités clés pour la lutte - Structure de l'organisation générale nationale d'intervention en cas de déversements accidentels - rappel des éléments de discussion 2018 Question & réponses
14 :00	<b>Document opérationnel du Plan national – Suite</b> (présenté par J-Y. Huet, consultant international et par le consultant national) - organisation de l'équipe nationale de coordination et coordinateur national - rappel des éléments de discussion 2018 Question & réponses
14 :25	<b>Option : exercice de grande ampleur dans l'industrie pétrolière (V° longue)</b>
14 :35	<b>Document opérationnel du Plan national – Suite</b> : (présenté par J-Y. Huet et consultants nationaux) - Point spécifique sur l'alerte - Point spécifique sur l'assistance et la coopération avec l'industrie Question & réponses
15 :00	<b>Pause-café</b>
15 :30	<b>Point organisation pour les groupes de travail : agenda pour les trois jours et participants</b>
16 :00	<b>Mot de clôture</b>
16 :30	<b>Fin de journée</b>

## 8.3 Annexe 3 – Programme des sessions techniques

catorze 14 de Setembro	
08:45	Arrivée et enregistrement des participants
	MATINEE
9 :00	<b>Organisation du travail pour le projet</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation des participants aux séances de travail</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Objectifs des trois journées de travail</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coordination générale du projet : méthode de travail, partage de documents, communications, téléconférences</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Processus de validation au fur et à mesure du développement</li> </ul>
10:00	<b>Pause-café et photo de groupe</b>
	<b>Aspects législatifs et réglementaires</b>
	Inventaire et implications pour la préparation et la lutte contre les déversements accidentés au niveau responsabilités, organisation de la lutte, indemnisation, coopération, accès à des ressources externes, etc.
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Au niveau national</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conventions internationales</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Convention d'Abidjan</li> </ul>
12:00	<b>Déjeuner</b>
	APRES-MIDI : PLAN STRATEGIQUE
13 :00	<b>Analyse de risques</b>
	Sources potentielles de déversements, impact possible (dérive des nappes, etc.), sensibilité des zones pouvant être affectées
	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Caractérisation des types d'accidents</b> (localisation, produits, quantités)</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Comportement et déplacement de nappes</b> / informations météo océaniques, calculs, accès à des modèles</li> </ul>
14:30	<b>Pause-café</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Cartes de sensibilité des côtes</b> – Existantes, besoin de mises à jour (activités socio-économiques, etc.), intégration de méthodologie pour définition des priorités de protection, capacités nationales pour la gestion et mise à jour des cartes de sensibilité</li> </ul>
16:00	<b>Fin de journée</b>



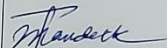
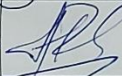
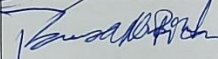
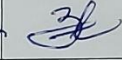
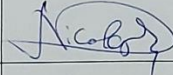
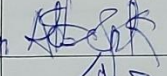
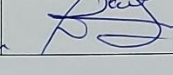
Quinze 15 de Setembro	
08:45	Arrivée et enregistrement des participants
	MATINEE : PLAN STRATEGIQUE - Suite
9:00	<b>Stratégie de lutte / Lutte en mer</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Techniques de lutte en mer / surveillance aérienne, utilisation de dispersants, confinement et récupération, brûlage</li> <li>Politique nationale d'utilisation de dispersants / Zonage géographique, Guide d'utilisation, approbation de produits dispersants</li> </ul>
10:00	Pause-café et photo de groupe
	<b>Stratégie de lutte / Lutte à terre</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Protection des zones sensibles</li> <li>Nettoyage du littoral</li> <li>Gestion des déchets collectés en mer et sur le littoral</li> <li>Gestion de la faune / protection, nettoyage, réhabilitation</li> </ul>
12:00	Déjeuner
	APRES-MIDI : PLAN OPERATIONNEL
13:00	<b>Alerte, intervention immédiate, évaluation, notifications</b> Procédures d'alerte existantes et à prévoir, schéma d'alerte, personnels/entités de permanence- 24h/24 Notification extérieure : autorité pour appel à assistance internationale, procédure
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Responsabilités pour l'intervention initiale</li> <li>Obligation d'alerte et notification</li> <li>Système de permanence</li> </ul>
14:30	Pause-café
	<b>Mobilisation de l'Assistance Extérieure</b> Mécanismes (existants et à prévoir) de mobilisation d'assistance internationale, dédouanement d'urgence, immigration/ visa d'urgence.
16:00	Fin de journée

Dezasseis 14 de Setembro	
08:45	Arrivée et enregistrement des participants
	MATINEE : PLAN OPERATIONNEL - Suite
9 :00	<b>Organisation nationale pour la gestion d'incidents</b> Organisation en fonction des niveaux d'incidents, système de gestion des incidents, gestion de la crise
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence de Postes de Commandement (PC) – Opérationnel, de gestion d'incidents</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Commandant ou Coordinateur National de l'Intervention</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Equipe de gestion de l'incident / composition, responsabilités</li> </ul>
10:00	Pause-café
	➔Poursuite des discussions sur l'organisation nationale pour la gestion d'incidents et définition des organigrammes de gestion de l'incident
12:00	Déjeuner
	APRES-MIDI : PLAN D'ACTION ET PLANNING
13 :00	➔Poursuite des discussions sur l'organisation nationale pour la gestion d'incidents et définition des organigrammes de gestion de l'incident
14:30	Pause-café
15 :00	Résumé du plan d'action pour poursuivre le développement du projet de plan national, Mise à jour du planning prévisionnel Et accords sur les modalités de travail, d'assistance et de partage des documents à distance entre consultants
16:00	Fin de journée

## 8.4 Annexe 3 - Feuilles de présence des réunions

### 8.4.1 Atelier de lancement – Feuille de présence

Feuille de présence de l'atelier de lancement à l'IBAP.

 GOVERNO DA GUINÉ-BISSAU		MINISTÉRIO DO AMBIENTE E BIODIVERSIDADE INSTITUTO DA BIODIVERSIDADE E DAS ÁREAS PROTEGIDAS DR. ALFREDO SIMÃO DA SILVA		 IBAP	
<b>LISTA DE PRESENÇA</b>					
Bissau, 12/09/2022					
<b>Assunto:</b> Ateliê de lançamento do processo de elaboração de Plano de Intervenção de Urgência na Guiné-Bissau (PNIU-GB)					
Nº	NOME	ORGANIZAÇÃO	TELEFONE	E-MAIL	ASSINATURA
1	João Mandeck	IBAP/PNLC	955320829	Jmandeck@hotmail.com	
2	António Roberto Leal	IBAP	955803851	arbaid.ibapejuail.com	
3	Tansau Na Bidom	AACGB	955463305	bi-dem@hotmail.com	
4	Casino Barboss	IBAP	955471740	CasinoBarboss2002@gmail.com	
5	Nicolau Mendes	Palaeemba	955760888	nicolau.mendes@chufc-ueil.com	
6	Alberto Calde	IBAP/PNB	955303096	alycalder@405ins.com	
7	Djata Manga	Marinho	955371613	djataimanga@outlook.com	





GOVERNO DA  
GUINÉ-BISSAU

MINISTÉRIO DO AMBIENTE E BIODIVERSIDADE  
INSTITUTO DA BIODIVERSIDADE E DAS ÁREAS PROTEGIDAS  
DR. ALFREDO SIMÃO DA SILVA



Nº	NOME	ORGANIZAÇÃO	TELEFONE	E-MAIL	ASSINATURA
8	ARMANDO PEREIRA	FISCAP	955193926	armandoperreira926002402@gmail.com	
9	Eliseu Luís Mendes	CIPA	955101812	eliseuluismendes@gmail.com	
10	Bernard Dias	IBAP/PNO	955418381	bernarddias@ibapmail.com	
11	João Eliseu Benard	IBAP	955409215	benardeliseu@ibapmail.com	
12	António Pina	IBAP	953454117	antoniopina@ibapmail.com	
13	Amir R. Barros	IBAP	955851823	amir.barros@ibapmail.com	
14	Isabelle Ififa	Bio Guiné	95546108	isabelleififa@gmail.com	
15	Alcis Da Silva Mariana Teó	IBAP	955838081	alcis2000@hotmail.com	
16	Mamadou Balde	DGPA	955552157	mamadubalde@gmail.com	



GOVERNO DA  
GUINÉ-BISSAU

MINISTÉRIO DO AMBIENTE E BIODIVERSIDADE  
INSTITUTO DA BIODIVERSIDADE E DAS ÁREAS PROTEGIDAS  
DR. ALFREDO SIMÃO DA SILVA



Nº	NOME	ORGANIZAÇÃO	TELEFONE	E-MAIL	ASSINATURA
17	Djone Camela	ODZH	9553030 64	djonecamela@gmail.com	
18	Mariam F Seid	APGB	95533687	seidmaria@gmail.com	
19	Justino de Costa	INMGB	955385017	docostajustino@inmgb.org	
20	N'Kitcha Na obra	CVGB	955903631	nkitcha3@cvgb.org	
21	João Cassamá	MEIDGI	955301710	jcassama@meidgi.org	
22	Veto Zino NATAJA	CIPA	953900280	veto.nataja@cipa.org	
23	Enaima M. H. Fati	AAAC	955322454	enaimafati555@gmail.com	
24	Rui Alberto Pinto Pereira	ANAPI	955212901	anapi.guinebissau@freixo.com	
25	Isidro Branco Silva	ANAP	95531044	''	





GOVERNO DA  
GUINÉ-BISSAU

MINISTÉRIO DO AMBIENTE E BIODIVERSIDADE  
INSTITUTO DA BIODIVERSIDADE E DAS ÁREAS PROTEGIDAS  
DR. ALFREDO SIMÃO DA SILVA



Nº	NOME	ORGANIZAÇÃO	TELEFONE	E-MAIL	ASSINATURA
26	Domínio Trains	ANEP	955814960	trainadomino@ahon.com.br	
27	LAURENTINO CUNHA	MAB	955804398	laurentino.cunha@gmail.com	
28	Imael G. Sani	MAB/IBAP	955220131	imaelg@hotmaill.com	
29	Samuel E Zede Ponte	IBAP	955737677	saemmalapen@gmail.com	
30	Pedro Jesus de Oliveira	MEI/AGE	9555336 23	pedrojesusdeoliveira@gmail.com	
31	Luisa Emilia Sanha Euvora	Ministério dos Recursos nat	955772902	Lumyeuvora@gmail.com	Luisa Euvora
32	Suraia L. N. Ntougá	Ministerio das obras Publica	95.545 6678	luismauguba@gmail.com	Luis Mau guba
33	Abudeu Fati	MA DR	956418574	abudeufati@hotmail.com	Abudeu Fati
34	Ussumane Diali	D GFF	955525643	ussumane.diali7@gmail.com	Ussumane Diali





GOVERNO DA  
GUINÉ-BISSAU



MINISTÉRIO DO AMBIENTE E BIODIVERSIDADE  
INSTITUTO DA BIODIVERSIDADE E DAS ÁREAS PROTEGIDAS  
DR. ALFREDO SIMÃO DA SILVA



Nº	NOME	ORGANIZAÇÃO	TELEFONE	-MAIL	ASSINATURA
35	Deceba Naulco	PRCM	776129693	maulco@prcmaulco.org	
36	Mário Biague	AAMC	955335078	mbiague@hotmail.com	
37	Adelino f. V. Queta	PETROWIN	955210071	adelinoqueta@gmail.com	
38	Tomé Meneck	IBAP/PND	955964839	tmeneck1973@gmail.com	
39	Wintia Trauth	IBAP	85232840	wintia.trauth@ibap.org	
40	António da Silva	IBAP/PNTC	885288165	antoniadasilva@yahoo.es	
41	JEAN-YVES HUET	CONSULTANT INTERNATIONAL	+33616864630	<del>jyhuet@orange.fr</del> jyhuet@tra.onmicrosoft.com	
42	LINDSAY PAGE-JONES	GI WACAF		lindsay@ipicca.org	
43	Anais GUILLOU	GI WACAF		anaïs-guillon@ipicca.org	
44	Moreno Cabanes	Antimya	955975050	Cabanes2015@gmail.com	

### 8.4.2 Sessions de travail – Feuille de présence



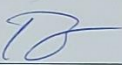


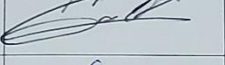

Feuilles de présence des sessions techniques à l'IBAP.


GOVERNO DA  
GUINÉ-BISSAU
MINISTÉRIO DO AMBIENTE E BIODIVERSIDADE  
INSTITUTO DA BIODIVERSIDADE E DAS ÁREAS PROTEGIDAS  
DR. ALFREDO SIMÃO DA SILVA


## LISTA DE PRESENÇA

Bissau, 14/09/2022

**Assunto:** Continuação do ateliê de lançamento do processo de elaboração de Plano de Intervenção de Urgência na Guiné-Bissau (PNIU-GB)

Nº	NOME	ORGANIZAÇÃO	TELEFONE	E-MAIL	ASSINATURA
1	Octávio Cabral	MAB	+245 955288676	octavio.cabral88@gmail.com	
2	Abílio Roldão Saiz	IBAP	955803851	arpaid_ibap@gmail.com	
3	Fernando António da Silva	IMP	966622222	ruimira@gmail.com	
4	Jean Yves WET	CONSULTOR ENTREPRENEUR	+33 616864650	jywet@otrasomniocsoft.com	
5	LINDSAY PAGE-JONES	GI WACAF	+33 661 949564	lindsay@ipieca.org	
6	Anaïs Guilloc	GI WACAF	+33 630 34 8892	anaes.guilloc@ipieca.org	
7	Jose' Eliseu Buel	IBAP	955409215	benantelisen@gmail.com	





GOVERNO DA  
GUINÉ-BISSAU

MINISTÉRIO DO AMBIENTE E BIODIVERSIDADE  
INSTITUTO DA BIODIVERSIDADE E DAS ÁREAS PROTEGIDAS  
DR. ALFREDO SIMÃO DA SILVA



Nº	NOME	ORGANIZAÇÃO	TELEFONE	E-MAIL	ASSINATURA
8	JOÃO SOUSA CORDEIRO	IBAP	955803854 966676600	joaocordeiro.ibap@gmail.com	<i>[Signature]</i>
9	Domingos PEREIRA	CONSULTOR	966778419 955802978	domingos.j.pereira@gmail.com	<i>[Signature]</i>
10	Anna R. Barros	Consultor	95589323	ai.ssa.legal@hotm.com	<i>[Signature]</i>
11	Meio Dia Sopa Maria Ze Co	IBAP	955838081	oscinizoo@hotmail.com	<i>[Signature]</i>
12					
13					
14					
15					
16					

## 8.5 Annexe 4 - Discours d'ouverture du chef de projet GI WACAF

Allocution de bienvenue GI WACAF, Anaïs Guillou, Chef de projet GI WACAF  
Atelier national pour le développement d'un système national d'intervention en cas de déversements  
accidentels  
12 – 13 septembre 2022, Bissau, Guinée Bissau

---

M. Justino Biai, directeur général de l'IBAP, l'institut de la Biodiversité et des aires protégées et représentant du ministre de l'Environnement et de la Biodiversité

M. Jean-Louis Sanka, représentant de l'UICN en Guinée-Bissau

M. Demba MARICO, Représentant du PRCM, le Partenariat Régional pour la Conservation de la zone côtière et Marine

Mesdames et Messieurs les Délégués des institutions nationales,

Mesdames et Messieurs les participants,

C'est un plaisir et un honneur de prendre la parole à l'ouverture de cet atelier pour le lancement du développement du système national d'intervention en cas de déversements accidentels pour la Guinée-Bissau. Je tiens tout d'abord à remercier les autorités de la République de Guinée Bissau d'avoir accepté d'organiser cet important atelier, et notamment le Ministère en charge de l'Environnement et de la Biodiversité, M. Octavio Cabral, Point Focal GI WACAF, et l'Institut de la Biodiversité et des Aires Protégées qui nous accueille.

Cet atelier bénéficie de l'appui technique et financier du PRCM, avec la fondation MAVVA, projet qui rassemble une coalition d'acteurs qui œuvrent « pour l'avènement d'un environnement marin et côtier sain et productif pour le bien-être des populations ouest-africaines ».

Cet atelier bénéficie aussi de l'appui technique et financier de l'OMI - l'Organisation Maritime Internationale et de l'Ipieca - l'Association mondiale de l'industrie pétrolière et gazière pour l'amélioration des performances environnementales et sociales. Je profite d'ailleurs de cette cérémonie d'ouverture pour vous transmettre les sincères salutations de monsieur Kitack Lim, Secrétaire Général de l'OMI et de monsieur Brian Sullivan, directeur de l'Ipieca.

Cet appui se fait dans le cadre de l'Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe, le projet GI WACAF. Ce projet a été établi en 2006 et vise à renforcer la capacité des pays à se préparer et à lutter contre les déversements d'hydrocarbures en mer par la promotion de la coopération entre le secteur public et privé, en particulier l'industrie pétrolière.

En plus de 15 ans d'existence, le Projet GI WACAF a travaillé avec les autorités des 22 États africains membres de l'initiative. Ensemble, nous avons organisé plus de 135 activités qui ont permis à un grand

nombre de pays de renforcer leurs capacités à se préparer et à lutter contre les déversements d'hydrocarbures. Le présent atelier est d'ailleurs le quatrième effort conjoint entrepris entre les autorités de Guinée-Bissau et le projet GI WACAF, après ceux de 2012, 2014 et 2018. Notre coopération s'inscrit donc dans la durée.

Le sujet qui nous réunit aujourd'hui est le développement d'un système national d'intervention en cas de déversement accidentel pour la Guinée-Bissau.

Ce sujet est très important considérant la richesse et la fragilité des écosystèmes marins et côtiers du pays, ainsi que l'importance des activités liées à la qualité de ces milieux notamment la pêche et la saliculture, face aux risques d'incidents avec le trafic maritime dans les eaux du pays, l'importation d'hydrocarbures et aussi le potentiel développement de l'industrie pétrolière en Guinée-Bissau.

La mise en place d'un tel système d'intervention passe notamment par la définition d'un cadre légal et institutionnel adapté mais aussi par l'élaboration d'un plan national d'intervention d'urgence, et le développement des capacités et des compétences dans le pays. La préparation à la lutte et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures et autres substances nocives sont en partie encadrées par des Conventions de l'Organisation Maritime Internationale, notamment, la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC 90).

Bien que la République de Guinée-Bissau n'ait pas encore ratifié cet instrument, cette convention guidera notre travail pour mettre en place une base nationale solide sur laquelle s'appuieront la coopération et l'assistance internationale en cas de déversement accidentels. Il est recommandé que la Guinée Bissau prévienne de ratifier cet instrument et le Protocole associé pour les substances nocives et potentiellement dangereuses, le Protocole OPRC-HNS. D'autres conventions méritent également d'être ratifiées en particulier les conventions qui donnent accès à des mécanismes d'indemnisation dans le cas d'incident impliquant des navires. Mais je sais qu'un important travail est en cours et que la République de Guinée Bissau ne ménage pas ces efforts pour avancer sur ce sujet.

Le plan national d'urgence est quant à lui, un document capital décrivant le système national de lutte en place pour permettre une réponse adéquate, efficace et coordonnée en cas de déversement accidentel. Il est donc indispensable d'en poser les bases en tenant compte du contexte national de la Guinée Bissau, des risques et sensibilités spécifiques et de l'organisation administrative et territoriale du pays. Son élaboration et surtout sa mise en place nécessite l'engagement de toutes les institutions concernées, des opérateurs publics et privés des secteurs pétroliers, miniers, portuaires et de transports maritimes. C'est la contribution et la complémentarité de chacun des acteurs concernés en personnel ressource, en moyen logistique, en moyen financier en plus des moyens de l'Etat qui fera du Plan National un dispositif efficace.

Cet atelier de lancement sera suivi de trois jours de travail avec les consultants nationaux, avec monsieur Jean-Yves HUET, consultant international et certains représentant du Comité technique. Nous espérons que cette semaine permettra à la Guinée Bissau de bâtir les fondations d'un document de plan national robuste et de définir le plan d'action pour poursuivre son développement. Après cet

atelier, les travaux se poursuivront entre les consultants et le comité technique et en lien avec le PRCM et le GI WACAF, à distance et à travers d'autres réunions.

Nous prenons bonne note du fait que la Guinée-Bissau, suite à diverses contraintes, souhaite produire et proposer pour approbation une version du Plan National très rapidement. Pour aider la Guinée-Bissau, le PRCM et le GI WACAF ont mis en place cette assistance technique spécifique et renforcée, représentée par les consultants (nationaux et international). C'est aussi sans doute la première fois que le GI WACAF participe à un tel accompagnement technique sur plusieurs mois pour un pays. L'implication et le travail de tous au cours des mois à venir seront critiques en regard des échéances prévues.

Nous souhaitons aussi rappeler ici que l'élaboration du Plan national n'est pas la finalité, mais c'est bien la mise en place d'un système d'intervention robuste, efficace et pérenne en cas de déversements accidentés. Le Plan national constitue une des premières pierres, parmi d'autres, pour parvenir à ce résultat. Le soutien des hautes autorités du pays au cours des années à venir, ainsi que la mise en place de budgets annuels dédiés, seront essentiels.

Je ne terminerai pas sans vous avoir de nouveau exprimé le soutien de Messieurs Kitack Lim et Brian Sullivan et assurer de l'engagement de l'OMI et de l'Ipieca, pour vous accompagner dans vos efforts pour mettre en place un système national de lutte efficace pour la République de Guinée Bissau.

Je vous remercie de votre attention et je vous souhaite, Mesdames et Messieurs, mes vœux les plus chaleureux de succès dans les travaux de cette semaine. Je vous remercie de votre aimable attention.



## 8.6 Annexe 6 - Photos de l'atelier



*Cérémonie d'ouverture de l'atelier de lancement avec les autorités nationales de Guinée-Bissau*



*Photo de groupe*





*Atelier de lancement (12 septembre)*



*Equipe de consultants avec le point focal et le chef de projet GI WACAF*





*Session de travail (14 septembre 2022)*